

Unité d'enseignement _4

Droits de l'homme dans le monde

L'élève lira attentivement le texte et ne résumera pas plus de deux pages. Ce résumé doit être envoyé à academicsecretariat@emui.eu, cc vitantonio.gioia@unisalento.it en indiquant dans le sujet: *Master Droits de l'homme en Méditerranée*

Droits de l'homme dans le monde

Des millions de personnes réclament chaque jour le respect des droits de l'homme, comme le reconnaît la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Aujourd'hui, des gouvernements continuent de les violer de la part de gouvernements qui privent leurs citoyens sans procès, emprisonnent des journalistes ou empêchent le développement d'élections libres et équitables.

Les droits de l'homme aux Nations Unies (ONU)

Les droits de l'homme sont définis comme universels, indivisibles et interdépendants. La Journée internationale des droits de l'homme est célébrée le 10 décembre, journée commémorant la proclamation de la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 217 A (III.), 1948.

À la suite de la DUDH, une série de traités internationaux sur les droits de l'homme et d'autres instruments qui ont développé le cadre juridique international applicable ont été adoptés.

Droits de l'homme dans l'Union européenne

L'Union européenne, engagée dans la défense de la démocratie et des droits de l'homme, a développé une politique très ambitieuse dans le cadre de la PESC (politique étrangère et de sécurité commune). En juin 2012, le Conseil de l'Union européenne a adopté le cadre stratégique, base du plan d'action de l'UE pour les droits de l'homme et la démocratie (2015-2020), qui établit des principes, des objectifs et des priorités destinés à améliorer l'efficacité. et la cohérence de l'ensemble de la politique européenne dans les années à venir. Parallèlement à ce qui précède, et afin d'accroître l'efficacité et la visibilité de la politique des droits de l'homme de l'Union, le représentant spécial pour les droits de l'homme a été créé en juillet 2012, dont Stavros Lambrinidis est le titulaire.

Pour mener à bien sa politique en matière de droits de l'homme, l'UE s'est dotée de lignes directrices spécifiques sur les questions prioritaires, de dialogues bilatéraux sur les droits de l'homme avec plus de quarante pays et de l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) pour la période 2014-2020, à travers lequel l'UE soutient des groupes, des associations ou des individus qui défendent les droits de l'homme, les libertés fondamentales, la démocratie et l'état de droit. Les États membres et le service européen pour l'action extérieure coordonnent leurs positions sur ces questions au sein du groupe de travail du Conseil sur les droits de l'homme (COHOM) et dans les différents groupes de travail ou sous-groupes de travail du COHOM sur des thèmes spécifiques.

Droits de l'homme dans d'autres enceintes: OSCE, Conseil de l'Europe, OEA

Plusieurs forums régionaux auxquels participe l'Espagne traitent également de questions relatives aux droits de l'homme: l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), à laquelle l'Espagne participe depuis sa création, définit "le respect des droits de libertés fondamentales, y compris la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction" en tant que principe directeur des relations entre les États participants, et a constitué un corpus important de droits de l'homme sur la base de l'Acte final d'Helsinki.

L'Espagne fait partie du Conseil de l'Europe, l'organisation régionale qui a réalisé le plus haut degré d'intégration en termes de promotion et de protection des droits de l'homme. Parmi les traités les plus importants figurent la Convention européenne des droits de l'homme, la Charte sociale européenne, la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants et la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales. La Cour européenne des droits de l'homme veille à la sauvegarde des droits et des libertés inscrits dans la Convention européenne de 1950 susmentionnée et ses protocoles additionnels.

L'Espagne a le statut d'État observateur auprès de l'Organisation des États américains, qui regroupe les 35 États indépendants des Amériques et constitue le principal forum gouvernemental politique, juridique et social de l'hémisphère, et elle l'appuie fermement, aussi bien sur le plan politique que politique. système financier, le Système interaméricain des droits de la personne.

Derechos Humanos en el mundo

Millones de personas exigen cada día el respeto de los Derechos Humanos, reconocidos en la Declaración Universal de los Derechos Humanos de 1948. En la actualidad, siguen siendo violados por gobiernos que privan sin juicio de la libertad a sus ciudadanos, encarcelan a periodistas o impiden el desarrollo de elecciones libres y justas.

Derechos Humanos en las Naciones Unidas (ONU)

Los Derechos Humanos se definen como universales, indivisibles e interdependientes. El 10 de diciembre se celebra el Día Internacional de los Derechos Humanos, una jornada en la que se rememora la proclamación de la Declaración Universal de los Derechos Humanos (DUDH), adoptada por la Asamblea General de la ONU en su resolución 217 A (III), de 1948.

Tras la DUDH se han adoptado una serie de tratados internacionales sobre derechos humanos y otros instrumentos que han desarrollado el marco jurídico internacional aplicable.

Derechos humanos en la Unión Europea

La Unión Europea, comprometida con la defensa de la democracia y los derechos humanos, ha desarrollado una política muy ambiciosa al respecto en el marco de la PESC (Política Exterior y de Seguridad Común). En junio de 2012, el Consejo de la Unión Europea adoptó el Marco Estratégico, base del Plan de Acción para derechos humanos y democracia de la UE (2015-2020), por el que se establecen principios, objetivos y prioridades diseñados para mejorar la eficacia y la consistencia del conjunto de la política europea en los próximos años. Junto a lo anterior, y con el fin de aumentar la eficacia y visibilidad de la política de derechos humanos de la Unión,

en julio de 2012 se creó la figura del Representante Especial para los derechos humanos, cuyo cargo es ostentado por Stavros Lambrinidis.

Para llevar a cabo su política de derechos humanos, la UE cuenta con directrices específicas sobre temas prioritarios, diálogos bilaterales de derechos humanos con más de cuarenta países, y con el Instrumento Europeo de Democracia y Derechos Humanos (IEDDH) para 2014-2020, a través del cual la UE apoya a los grupos, asociaciones o particulares que defienden los derechos humanos, las libertades fundamentales, la democracia y el Estado de Derecho. Los Estados Miembros y el Servicio Europeo de Acción Exterior coordinan sus posiciones sobre estos temas en el Grupo de Trabajo de Derechos Humanos del Consejo (COHOM) y en las diferentes Task Forces o subgrupos de trabajo del COHOM sobre temas específicos.

Derechos Humanos en otros foros: OSCE, Consejo de Europa, OEA

Diversos foros regionales en los que España participa tratan también cuestiones de derechos humanos: la Organización para la Seguridad y la Cooperación en Europa (OSCE), en la que España es Estado participante desde su creación, define el “respeto de los derechos humanos y de las libertades fundamentales, incluida la libertad de pensamiento, conciencia, religión o creencia” como uno de los principios directores de las relaciones entre los Estados participantes, y ha desarrollado un importante acervo en materia de derechos humanos sobre la base del Acta Final de Helsinki.

España es parte del Consejo de Europa, la organización regional que mayor grado de integración en materia de promoción y protección de los derechos humanos ha logrado. Entre los tratados más importantes figuran el Convenio Europeo de Derechos Humanos, la Carta Social Europea, el Convenio Europeo para la prevención de la tortura y de las penas o tratos inhumanos o degradantes y el Convenio Marco para la protección de las minorías nacionales. El Tribunal Europeo de Derechos Humanos lleva a cabo la salvaguarda de los derechos y libertades consagrados en la mencionada Convención Europea de 1950 y en sus correspondientes protocolos adicionales.

España tiene estatuto de Estado observador en la Organización de los Estados Americanos, que reúne a los 35 Estados independientes de las Américas y constituye el principal foro gubernamental político, jurídico y social del hemisferio, y apoya firmemente, tanto en el plano político como en el financiero, el Sistema Interamericano de Derechos Humanos.

<http://www.exteriores.gob.es/Portal/es/PoliticaExteriorCooperacion/DerechosHumanos/Paginas/DerechosHumanosEnElMundo.aspx>